DIAL

L'actualité en bref - mars 2003

Nicolas Pinet

mardi 1er avril 2003, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

La dernière phase des négociations de la ZLÉA (Zone de libre échange des Amériques) a débuté lundi 12 mars à Puebla, près de Mexico. D'ici fin 2004, les 34 pays du continent américain – à l'exception de Cuba – prévoient d'aboutir à un accord, qui pourrait entrer en vigueur en 2005.

Face aux préparatifs de guerre, puis au conflit en Irak, les différents pays d'Amérique latine ont exprimé leur soutien ou leur opposition à une décision unilatérale. Le Chili et le Mexique – détenant tous deux un siège provisoire au Conseil de sécurité de l'ONU – le Brésil, le Pérou, le Venezuela et Cuba ont déclaré avec plus ou moins de fermeté leur opposition à une guerre déclenchée sans le soutien de l'ONU, et ce, malgré les pressions des États-Unis. L'Argentine a fait savoir qu'elle ne participerait d'aucune façon à l'effort militaire. La Colombie, l'Honduras, le Nicaragua, Panama et El Salvador ont manifesté leur soutien à la politique états-unienne.

AMÉRIQUE CENTRALE

Dans les capitales politiques et économiques du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Costa Rica et du Salvador, la pollution atmosphérique dépasse le seuil maximum défini par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce problème affecte plus de 80 millions de Latino-américains, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), causant des troubles de santé parfois mortels (asthme, allergies, infections respiratoires…).

ARGENTINE

Le gouvernement argentin s'est engagé auprès du FMI (Fonds monétaire internationale) à indemniser les banques des pertes provoquées par la crise économique et financière qui a éclaté en décembre 2001. Cet accord a déclenché de fortes critiques, des épargnants notamment, qui ne voient pas pourquoi, parmi tous les sinistrés, les banques auraient droit à un régime de faveur. Près de 400 000 épargnants, dont les comptes en dollars sont bloqués depuis 2001, pourront finalement récupérer leurs avoirs en dollars et non en pesos argentins dévalués. Mercredi 5 mars, la Cour suprême de justice a déclaré inconstitutionnelle la conversion forcée des dépôts en monnaie nationale dévaluée. Fin mars, le gouvernement vient de s'engager à débloquer les dépôts des 20 % des épargnants toujours concernés par le corralito (petite barrière).

La grève générale des ouvriers ferroviaires réclamant une hausse de salaires, mercredi 12 mars, marque le retour des revendications, après une décennie plutôt calme, du fait de la stabilité des prix – parité peso-dollar – et du taux élevé du chômage. À l'inverse, la dévaluation a fortement réactivé le marché de l'industrie cinématographique et publicitaire, redevenue fortement compétitive et attractive.

Le 24 mars 1976, jour anniversaire du coup d'État de 1976, une manifestation massive a parcouru les rues de Buenos Aires, réclamant justice et condamnation des militaires impliqués dans des cas de torture et disparition et s'opposant à la guerre en Irak.

BRÉSIL

Face au lent développement de systèmes de télévision digitale en Europe, aux États-Unis et au Japon, le gouvernement de Luiz Inácio Lula se propose de mettre au point son propre système de diffusion, plutôt que choisir un des systèmes déjà existants, ce qui augmenterait le coût. L'idée serait de s'associer avec notamment la Chine, l'Argentine, le Chili et l'Inde pour mettre au point un système qui prenne en compte la spécificité des pays en développement. Le Brésil a aussi investi dans la production d'alcool combustible, qui, mélangé à l'essence ordinaire, doit aider à réduire l'émission de gaz à effet de serre. La guerre en Irak et la possible entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, signé en 1997, – il entrera en vigueur au second semestre 2003 si la Russie le ratifie – pourrait accroître rapidement la demande sur le marché international.

Le gouvernement est en train d'adopter une série de mesures pour lutter contre le travail esclave.

CHILI

Le président chilien, Ricardo Lagos, a atteint, mardi 12 mars, la moitié de son mandat de 6 ans. Les succès au niveau international – accords de libre échange avec les États-Unis, l'Europe… – contraste avec la détérioration de l'image de son gouvernement à l'intérieur du pays. La première semaine de mars éclatait en effet un quatrième scandale financier en six mois, l'affaire Corfo-Inverlink – détournement de fonds mettant en cause des institutions publiques. Le président a profité de cette date symbolique pour remanier son cabinet.

COLOMBIE

La décision du gouvernement d'augmenter la concentration du défoliant utilisé pour détruire les champs de coca a provoqué la réaction des mouvements écologistes et des autorités locales qui se plaignent des effets des fumigations sur les habitants et sur l'environnement. Ils soulignent aussi que les fumigations ne font que déplacer les cultures de coca vers l'intérieur où les paysans créent de nouveaux champs.

Mercredi 12 mars, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des pays de la Communauté andine (Équateur, Pérou, Colombie et Venezuela) se sont montrés favorables à la proposition colombienne de renforcer leur coopération pour mettre au point des mesures « antiterroristes » communes et contrôler plus efficacement le trafic de drogue – source supposée de financement des guérillas – dans les zones frontalières. Le Brésil et Panama, qui ne font pas partie de la Communauté, assistèrent à la réunion en tant qu'observateurs.

CUBA

Des groupes d'opposants, illégaux mais tolérés dans une certaine mesure par le gouvernement socialiste, ont interrogé quelque 35 000 personnes au sujet des articles d'une Lettre ouverte sur les droits humains. Un peu moins de 2 000 se sont opposés à l'article en faveur de la suppression de la peine de mort, et 700 environ à l'article concernant la liberté de mariage (sans égard pour le sexe des conjoints), dans un pays où le rejet de l'homosexualité reste cependant fortement ancré.

Fidel Castro, âgé de 76 ans, vient d'être réélu pour la sixième fois président des Conseils d'État et de ministres, premier secrétaire du Parti communiste et commandant en chef des Forces armées, invalidant du même coup les rumeurs évoquant la cession de la charge de président du Conseil des ministres au vice-président, Carlos Lage.

Paul Nielson, un des membres de la Commission de l'Union européenne a effectué dans l'île un voyage de 5 jours, début mars. L'objectif principal du voyage était d'inaugurer le premier bureau permanent de la Commission européenne, doté du statut diplomatique et chargé de développer les relations bilatérales. Les négociations ont achoppé jusqu'à présent sur la question de la démocratie et des droits humains.

Vendredi 14 mars, le gouvernement cubain a refusé d'autoriser la visite de la représentante du Haut Commissaire des Nations unies pour les droits humains, Christine Chanet, chargée d'évaluer la situation humanitaire du pays. Le chancelier cubain Felipe Pérez Roque a expliqué que son pays rejette depuis son origine la résolution présentée par l'Uruguay et le Pérou en 2002. Cela avait alors provoqué un accident diplomatique entre Cuba et l'Uruguay, qui finirent par rompre leurs relations.

Les relations entre Cuba et les États-Unis traversent une période de tension, depuis que le gouvernement cubain a décidé, mardi 18 mars, de limiter les mouvements du personnel de la Section des intérêts états-uniens, un bureau diplomatique basé à La Havane. Son responsable durant les 6 derniers mois, James Cason, est accusé d' « activités conspiratrices » et de fomenter la « subversion ». Dans les jours qui suivent, au moins 75 activistes antigouvernementaux ont été arrêtés. Cela pourrait provoquer une nouvelle condamnation au sein de la Commission des droits humains des Nations unies et ralentir les négociations avec l'Union européenne.

MEXIQUE

Des conversations sont actuellement en cours entre le gouvernement et les représentants des petits exploitants agricoles. Les deux partis espèrent arriver à un accord vers la mi-mars. Le secrétaire à l'Agriculture, Javier Usabiaga a déclaré que le gouvernement « répondrait seulement aux propositions viables » et que les termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), signé en 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, n'étaient pas négociables. Les représentants des petits paysans espèrent obtenir des mesures de protection temporaire et la mise en place de nouvelles politiques visant à sortir les agriculteurs de la pauvreté qui touche 90 % des 25 millions de personnes vivant en secteur rural.

Les élections qui ont eu lieu, dimanche 9 mars, dans l'État de México, le plus peuplé du pays, contrastèrent avec les élections générales de l'année 2000, premières élections multipartites depuis 72 ans. Le taux de votants n'a été que de 37 % – contre 64 % en 2000 – et l'élection des maires et des députés s'est effectuée dans un climat de violence et de dénonciations de fraude. Les résultats, au niveau de l'État, qui représente 14,2 % des 56 millions de votants du pays, sont assez proches de ceux de l'année 2000 : Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), allié au Parti vert, a obtenu 34 % des voix, le Parti action nationale (PAN), du président Vicente Fox, 28 % et le Parti de la révolution démocratique (PRD), plus à gauche, 23 %. Le PAN a diminué son score par rapport à 2000.

VENEZUELA

La capitale et d'autres villes importantes sont soumises à un rationnement strict de l'eau, du fait de la baisse critique des réserves. La sécheresse qui se prolonge depuis 2001 est la cause de la pénurie, récurrente dans l'histoire du pays.

Le 20 février, le juge pénal de Caracas, Maikel Moreno, avait délivré un ordre de détention contre les dirigeants de l'opposition antichaviste, accusés notamment de rébellion civile, trahison à la patrie, et instigation à la délinquance. Quelques jours plus tard, les charges furent levées par des tribunaux supérieurs, mais la décision n'affecta pas Carlos Ortega, président de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) qui avait demandé asile à l'ambassade du Costa Rica. Son départ en exil, jeudi 27 mars, marque la fin d'une période de grande tension politique, l'opposition semblant accepter désormais la proposition du gouvernement de convoquer un référendum révocatoire dans les délais que prévoient la Constitution. La population vénézuélienne semble maintenant vouloir se concentrer sur les issues possibles à la crise économique et sociale aggravée par les 63 jours de grève.

Selon une déclaration du président Chávez, début mars, l'entreprise pétrolière d'État PDVSA atteindrait une production de 2,8 millions de barils par jour, rejoignant ainsi peu à peu le niveau de production antérieur à la grève.

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – L’actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.